OBSERVATOIRE ETUDIANT DES RELATIONS INTERNATIONALES

DOSSIER - JANVIER 2021

GÉOPOLITIQUE DU GAZ NATUREL

SOURCE : PATRICK SORDOILLET / TOTAL

OBSERVATOIRE ETUDIANT DES RELATIONS INTERNATIONALES

O.E.R.I.OFFICIEL

OERI_SGEL

O.E.R.I.OFFICIEL

OERI.FR

Observer ensemble les enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Impulse par des etudiants de Sciences Po Saint Germain-en-Laye, l'OERI a pour ambition d'apporter sa pierre a l'edifice dans l'analyse du monde qui nous entoure.

Suivez-nous !

CONFLITS ET DROITS HUMAINS

SECURITE ET DEFENSE

ECONOMIE & ENVIRONNEMENT

AXEL DELBECQ
M1 - RELATIONS INTERNATIONALES

AGATHE MAZARS
M1 - RELATIONS INTERNATIONALES

PAUL ESTEVES
L2

DIANE NAFFAH
L1

VIVIEN DUPONT
L1

RELECTEURS
LENA GRIFFOUX - BERTRAND BENOIT

OBSERVATOIRE ETUDIANT DES RELATIONS INTERNATIONALES

SOMMAIRE

4 INTRODUCTION

7 UNE RESSOURCE VECTEUR DE CONFLITS

15 GAZ ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

23 GAZ NATUREL : ARME GÉOPOLITIQUE ?

31 RESSOURCES NATURELLES ET DÉVELOPPEMENT HUMAIN

38 BIBLIOGRAPHIE

INTRODUCTION

Les tensions en Méditerranée Orientale entre la Turquie et l'Europe, celles entre la Russie et l'Europe, les disputes territoriales entre la Chine et ses voisins dans la Mer de Chine du Sud ou encore les relations entre les États-Unis et l'Iran sont des enjeux géopolitiques et des sources de conflits dans le monde. Elles ont toutes en commun un paramètre souvent peu relaté : le gaz naturel. Cet hydrocarbure, source d'énergie, est au cœur depuis plusieurs décennies d'un grand nombre de conflits inter-étatiques. Il sera également source de nouvelles tensions, notamment en Arctique, où la découverte de nouveaux gisements attire les puissances américaines, chinoises, russes et européennes. Ce dossier a pour objectif de repérer les différentes tensions et enjeux qui découlent de l'exploitation du gaz naturel dans le monde, à travers l'étude de différentes thématiques : le gaz comme source de conflits, le gaz et la transition énergétique, le gaz comme arme géopolitique et le gaz comme instrument de développement.

Qu'est-ce que le gaz naturel ?

Le gaz naturel, également appelé gaz fossile, est une des principales sources d'énergie dans le monde avec le pétrole (avec qui le gaz partage l'appellation "hydrocarbure") et le charbon. Il est appelé "naturel" par opposition aux gaz industriels comme l'oxygène ou l'azote qui sont extraits de l'air par la séparation de leurs éléments. Le gaz naturel est principalement composé d'un mélange de méthane, auquel s'ajoutent des hydrocarbures légers, comme l'éthane, le propane ou le butane, parfois accompagnés d'azote, d'oxygène et de sulfure. Le gaz naturel est incolore et inodore et non-toxique car il ne contient pas de monoxyde de carbone. Plusieurs types de gaz naturel sont exploités : le gaz naturel non-associé est le type le plus exploité, le gaz associé qui est présent en solution dans le pétrole et le gaz biogénique sont peu exploités en comparaison avec le premier, le gaz de charbon qui est aussi appelé grisou est sujet à des explorations aux États-Unis et en Chine malgré le danger qu'il représentait lors de l'âge d'or des industries minières aux États-Unis et en Europe, et le gaz de schiste qui est exploité aux États-Unis notamment grâce à la méthode, décriée, de l'hydrofracturation.

Bien que cette ressource soit non-renouvelable, elle est présente sur Terre en grande quantité. Les gisements de gaz naturel se trouvent partout dans le monde, dans des réservoirs géologiques sous la surface des continents et des océans. Il peut également se trouver au-dessus de gisements de pétrole ou dans des poches poreuses. Les pays qui détiennent les plus grandes réserves de gaz naturel sont la Russie (47 milliards de km^3 de réserves; 24,22% des réserves mondiales en 2017), l'Iran (33 milliards de km^3; 16,97%) et le Qatar (24 milliards de km^3; 12,31%).

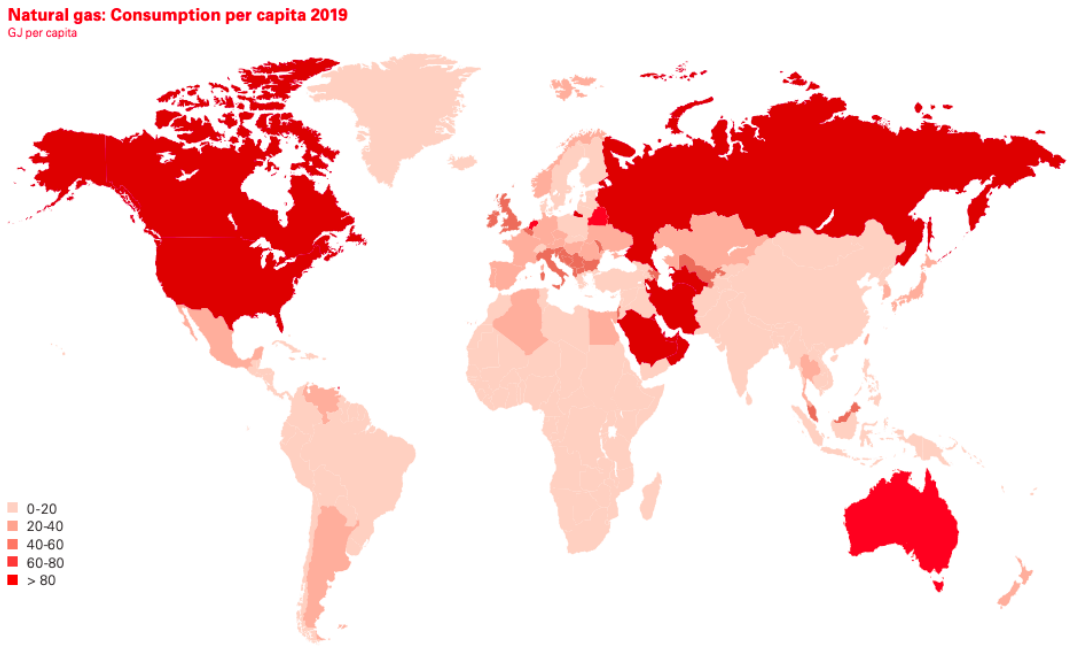
Le gaz naturel est extrait du sol par forage, à partir d'installations terrestres ou de plateformes marines. Puis il est acheminé vers des usines de nettoyage, phase durant laquelle certains composants seront extraits, pour enfin être transporté vers les lieux de consommation. Le gaz naturel peut être transporté par deux moyens différents: par des tuyaux, aussi appelé gazoducs, ou par bateaux "méthaniers", moyen qui requiert une liquéfaction du gaz (transformation en GNL), ce qui a pour effet de réduire son volume.

Rappel historique

C'est aux États-Unis que l'exploitation du gaz naturel débute et se développe. Il est d'abord utilisé à des fins d'électricité au début du XIXe siècle. La première compagnie gazière, la Fredonia Gas Light, voit le jour en 1858 et le premier gazoduc, d'une longueur de 160km entre l'Indiana et l'Illinois, est construit en 1891. Dans les années 50, les États-Unis dominaient très largement le marché du gaz, avec 90% de la production et de la consommation des réserves mondiales.

La production de gaz se mondialise à compter de cette décennie, lorsqu'elle est adjointe à la production de pétrole par l'Union Soviétique, le Vénézuela et des pays du Moyen-Orient comme l'Arabie Saoudite et l'Iran. Cette décennie voit également la découverte en Europe de grandes réserves (Pays-Bas, Allemagne, Italie et France notamment). L'exploitation de ces grandes réserves (les réserves néerlandaises du Groningen étaient évaluées à environ 2,8 milliards de km³) s'accompagne de grandes découvertes en Mer du Nord dans les années 60 et 70 (gisement de Troll en Norvège découvert en 1979 et qui comptait 1,4 milliards de km³ de réserves gazières). Si l'exploitation du gaz à l'origine était contrôlé par des monopoles nationaux et régionaux, la libéralisation du marché dans les années 70, s'accélérant dans les années 90, va ouvrir ce marché à une grande concurrence internationale, permise par une amélioration des transports internationaux engendrant des baisses tarifaires importantes. Le gaz devient ainsi une ressource mondialisée, sans forcément être complètement privatisée car son exploitation et sa commercialisation répondent à des intérêts tant économiques que politiques.

La part du gaz dans la part d'énergie primaire dans le monde a augmenté de manière constante entre 1929 et 1971, passant de 4% à 16%. Elle a ensuite stagné durant la décennie suivante pour ensuite augmenter et représentait 22% en 2004, part qui s'est stabilisé jusqu'à aujourd'hui. En parallèle, la production mondiale de gaz a également augmenté, passant d'environ 2 100 milliards de mètres cubes en 1994, à plus de 2 900 milliards m³ en 2009 et à près de 4 000 milliards m³ en 2019. On estime les réserves mondiales de gaz naturel aujourd'hui à 198 E¹⁵ km³ (198 millions de milliards de kilomètres cubes). Les régions qui consomment le plus de gaz sont l'Amérique du Nord (26,9% en 2019), l'Asie du Sud-Est (22,1%), la Russie et la Communauté des États Indépendants (14,6%). Puis vient le Moyen-Orient (14,2%) et l'Europe (14,1%). Un pic gazier, c'est-à-dire le jour à partir duquel les réserves de gaz auront été consommées de moitié et qu'une réduction de la production deviendra inéluctable, est attendu entre 2020 et 2030 selon plusieurs études.



Source : BP Statistical Review or World Energy

GEOPOLITIQUE DU GAZ

LE GAZ : UNE RESSOURCE VECTEUR DE CONFLITS

“Les 7 milliards de personnes qui vivent sur la terre ne vivent désormais plus sur une centaine de bateaux séparés (pays). Au lieu de cela, ils vivent dans 193 cabines d’un même bateau”. Par le biais de cette métaphore, l’ancien diplomate singapourien Kishore Mahbubani décrivait le phénomène de mondialisation et l'interconnexion du monde qui en découlait. En outre, ce rapprochement des différentes économies du monde engendre une demande croissante d'énergie et notamment de ressources gazières . A l'heure actuelle, le gaz représente près de 23% de la consommation totale d'énergie dans le monde. Cette statistique démontre l'importance majeure du gaz au sein de l'arène géopolitique mondiale. Ainsi donc il n'est pas étonnant de constater à l'échelle mondiale, la multiplication des frictions ou zones de tension entre pays rivaux visant à s'approprier cette ressource de première ordre. En outre, les difficultés économiques croissantes dans le monde à la suite de la crise de 2008, mais aussi la croissance économique formidable de l’Asie font que cette ressource de plus en plus limitée voit sans cesse son importance augmenter. Ainsi donc, que ce soit pour des raisons économiques ou énergétiques, le gaz est dans le monde d’aujourd’hui une ressource au centre des luttes de pouvoir à l'échelle régionale et globale.

Les gisements gaziers du Bassin Levantin ou des enjeux de tailles pour les pays de Méditerranée orientale

La montée des tensions en Méditerranée orientale exacerbée par le crack financier de 2008

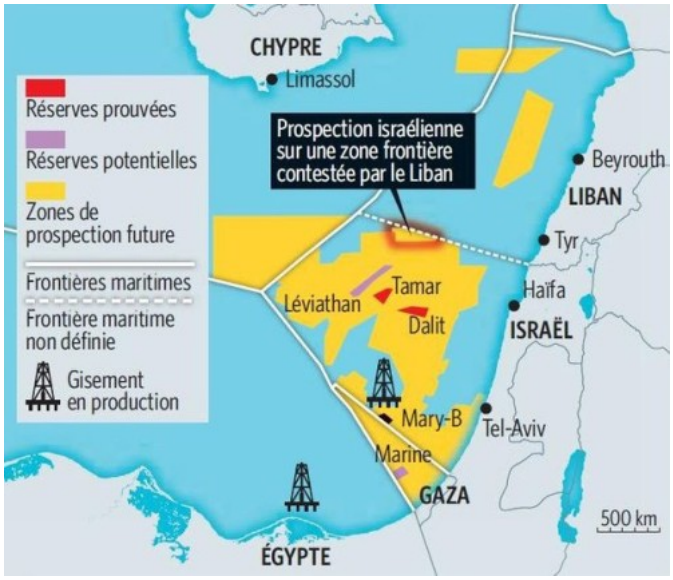
La crise des subprimes en 2008, qui s'est répercutée dans le monde entier a fait vaciller les économies de nombreux pays. Le krach boursier de 2008 a particulièrement été dévastateur sur le plan économique pour la zone euro et ses pays membres, notamment la Grèce qui, à la suite de la crise, s'est vu imposer des plans d'austérité par différentes instances internationales. Afin de faire face à ses créanciers et de résoudre ses difficultés économiques, la Grèce et d'autres pays de l'UE ont dû envisager de trouver de nouvelles possibilités économiques pour sortir par le haut de leurs situations financières calamiteuses. Ainsi en 2009-2010, à la suite de la découverte par Israël des gisements gaziers offshore du Tamar et du Léviathan dans le Bassin Levantin, de nombreux pays ont entrepris une véritable "ruée vers le gaz", le but étant d'utiliser cette nouvelle opportunité économique pour surmonter leurs difficultés financières provoquées par la crise.

Le gouvernement grec a immédiatement entrepris de profiter de cette opportunité économique afin de trouver un terrain d'entente avec ses créanciers, ces derniers menaçant le gouvernement grec de couper les vivres à la Grèce si des politiques d'austérité n'étaient mises en place pour combler le déficit budgétaire grec.

Dans cette optique, le premier ministre grec de l'époque Antonis Samaras a décidé dès 2013 de mener des opérations de prospection dans la ZEE grecque, ce dernier soupçonnant la présence de réserves importantes de gaz au sud de la Crète et en mer Ionienne.

Le gouvernement chypriote a lui aussi adopté cette stratégie à la suite de la découverte du gisement Aphrodite dans le sud de sa ZEE. Pour les deux pays, les objectifs sont clairs, il s'agit de se servir de la manne gazière afin de réduire leurs difficultés financières héritées de la crise de 2008. Afin d'asseoir et renforcer leur légitimité sur les zones convoitées, la Grèce et Chypre s'appuient sur la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, qui accorde à chaque État une superficie maritime allant jusqu'à 12 milles (22,2 km) des côtes. Selon cette convention, chaque État dispose d'une ZEE dans la limite de 200 miles (370km) de ses côtes, ce qui signifie qu'un pays est dépositaire des ressources se trouvant au sein de sa ZEE. De surcroît, il est possible à un État d'agrandir sa ZEE à une distance de 650 km, s'il peut prouver que son plateau continental dépasse les 200 miles (370km).

Néanmoins, la présence d'une telle quantité de gaz dans la région aiguise les appétits des pays alentours qui cherchent à accéder à ces ressources. C'est notamment le cas de la Turquie, pays non-signataire de la Convention de 1982 et qui remet en cause les revendications



Source : www.leblogfinance.com

territoriales de plusieurs pays de la région, notamment la Grèce et Chypre. En effet, en février 2013, le gouvernement grec a déposé une demande de délimitation de sa propre ZEE à l'ONU, en réponse à cette initiative, la Turquie a déposé le 12 mars 2013 sa propre demande de ZEE qui indique que les ressources potentielles en hydrocarbures se situant au sud de l'île de Rhodes ou de Kastélorizo sont sous la souveraineté turque. La Turquie va même jusqu'à nier la possibilité pour Chypre de posséder une ZEE, de plus le gouvernement turc ne s'arrête pas là puisqu'il remet en cause la ZEE grecque notamment dans la mer Egée et en Méditerranée orientale selon une doctrine politique et militaire très précise.

L'expansionnisme maritime turc ou la stratégie de la "patrie bleue"

Ces derniers mois, de multiples incidents ont impliqué des navires de forage turcs, car ces derniers pénétraient dans les eaux maritimes grecques et chypriotes afin d'en extraire du gaz. Ces incidents diplomatiques entre ces pays voisins ont une importance majeure car ils impliquent des pays membres de l'OTAN, mais aussi l'UE car la Grèce et Chypre sont des pays membres de l'UE. Le rôle déstabilisateur de la Turquie s'inscrit dans le cadre de la politique de "la patrie bleue" (ou "Mavi Vatan" en turc). Cette stratégie militaire défendue par le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, a été mise au point par l'ancien contre amiral turc Cem Gürdeniz.
Cette stratégie de la "patrie bleue "soutient une politique expansionniste turque sur le plan maritime. En effet, la Turquie s'est sentie lésée dans la répartition des différentes ZEE en Méditerranée Orientale. En outre, en tant que non-signataire de la Convention de la Mer la Turquie était grandement désavantagée dans le partage respectif des ZEE. De plus, l'importante ZEE de la Grèce s'explique par ses diverses îles qui lui permettent d'étendre son espace maritime de façon formidable. Cependant, cette situation est rejetée fortement par Cem Gürdeniz.
Selon lui, cette situation est inacceptable car le plateau continental de la Turquie est sous-évalué. De plus, selon ce contre-amiral "l'application du droit de la mer dépend de l'accord entre les deux parties, et ne peut aller à l'encontre des intérêts d'un pays", s'il y a désaccord les deux pays doivent régler leurs différends par le biais d'accords bilatéraux. Enfin, la Turquie ne reconnaît pas le droit de Chypre à disposer d'une ZEE, ainsi que le droit aux îles grecques de posséder d'une ZEE. Selon la politique turque de la "patrie bleue", la ZEE turque doit englober la moitié de la mer Égée, la quasi-totalité de la ZEE chypriote, et une grande partie de la Méditerranée Orientale. Ces ambitions turques sont totalement inacceptables

pour Athènes et d'autres pays de la région, ce qui oblige le gouvernement turc à trouver des alliés afin d'asseoir ses revendications.

Dans cette optique de trouver des partenaires régionaux, la Turquie a participé activement à la guerre civile libyenne en soutenant le gouvernement d'union nationale dirigé par Fayez al-Sarraj. Cette participation de la Turquie dans le conflit en Libye est intrinsèquement liée avec sa politique de la "patrie bleue" en Méditerranée orientale, car en novembre 2019 la Turquie signe un accord avec le GNA sur l'exploitation et la délimitation de la ZEE libyenne. En effet, le conflit en Libye fait participer deux protagonistes locaux, d'une part l'Armée nationale libyenne (ANL) dirigée par le maréchal Haftar basée à Tobruk, et d'autre part le gouvernement d'union nationale libyen (GNA) basé à Tripoli et dirigé par Fayez al-Sarraj. La durée et la complexité du conflit en Libye s'explique, car en plus d'opposer des forces au niveau local, le conflit libyen est au cœur d'une guerre d'influence entre plusieurs puissances extérieures. Le GNA est soutenu par la Turquie et le Qatar, tandis que la Russie, les Emirats arabes unis et l'Egypte soutiennent l'ANL. Ainsi, en avril 2019 débute l'offensive du maréchal Haftar sur Tripoli avec le soutien de l'Egypte, des E.A.U et de mercenaires russes du groupe Wagner. A la suite de l'avancée spectaculaire de cette coalition jusque dans le sud de la ville de Tripoli, la menace de perdre son allié du GNA a poussé le gouvernement turc à soutenir militairement le gouvernement national libyen de Fayez-el Sarraj.

Ce soutien militaire et logistique turc a permis au GNA de lancer une contre-offensive et de repousser les forces du maréchal Haftar. Ainsi donc, en novembre 2019, le GNA et la Turquie ont signé des accords militaires et de démarcation des frontières maritimes. Il est important de noter que la signature de cet accord très avantageux pour la Turquie, est survenue en novembre 2019 en pleine offensive du maréchal Haftar sur Tripoli. A la suite cet arrangement diplomatique, la Turquie a commencé à fournir des armes et des mercenaires au GNA. Les changements de frontières provoqués par cet accord, en plus d'élargir la ZEE turque au détriment de pays tiers, met surtout en péril le projet stratégique de gazoduc East Med.

Le gazoduc East Med : une source de discorde entre pays méditerranéens

Peu après la découverte de gisements de gaz importants dans le Bassin Levantin en 2009 et 2010, la plupart des pays de Méditerranée orientale ont mis en place des structures multilatérales permettant une collaboration renforcée entre les différents acteurs de la région. Ainsi, le 16 janvier 2019 a vu le jour au Caire, le Forum du Gaz de la Méditerranée orientale qui regroupe divers pays de la région comme par exemple l'Italie, la Grèce, Chypre, l'Egypte, la Jordanie, Israël, et l'Autorité Palestinienne. En plus de ces pays membres, des puissances extérieures comme la France ou les Etats-Unis ont demandé à rejoindre le forum en tant qu'observateur. Cependant, à la suite des revendications turques en Méditerranée orientale, plusieurs pays membres de ce forum ont commencé à s'organiser pour contrecarrer les prétentions turques dans la région. Ainsi, en réponse à l'accord de novembre 2019 entre la Turquie et le GNA, la Grèce et l'Egypte ont signé un accord concurrent en août 2020. En outre, les diplomates grecs et égyptiens ont précisé que ce traité bilatéral rend nul et sans effet le traité précédent entre la Turquie et le GNA. Ainsi donc, peu après la signature de l'accord entre les gouvernements grecs et égyptiens, ce fut au tour de la Turquie de dénoncer ce nouvel accord, qui selon le gouvernement turc est illégal au vu du droit international. Les désaccords entre les différentes puissances de la région semblent donc inextricables, d'autant plus que les intérêts en jeu sont considérables. En effet, en plus des ressources en hydrocarbures de la région, l'enjeu principal est le projet de construction du gazoduc East Med.

La Turquie craint la construction de ce gazoduc, car ce projet gazier ferait concurrence avec le projet de gazoduc Turkish Stream, un plan de pipeline en coopération la Russie et passant par la Mer Noire et le Caucase, mais également le pipeline Transanatolien qui importe du gaz de l'Azerbaïdjan en direction de l'Europe et passant par la Turquie. En janvier 2020 est signé un accord entre la Grèce, Chypre et Israël sur la construction du pipeline East Med. En plus de ces 3 États, il est important de souligner le rôle central qu'a joué l'Egypte dans la mise au point de ce projet. En effet, c'est elle qui a lancé le projet de Forum du gaz de la Méditerranée orientale. De plus, l'Egypte a un grand intérêt à contrecarrer les ambitions turques dans la région, car le projet de pipeline East Med est vital pour le gouvernement égyptien, surtout à la suite de la découverte du gisement gazier Zohr au large de l'Egypte. Le pipeline East Med en plus de permettre à Israël d'exporter son gaz vers l'Europe, va aussi permettre à l'Egypte d'utiliser les revenus du gaz pour faire face aux problèmes financiers du pays. L'enjeu pour l'Egypte est aussi d'atteindre une certaine autonomie énergétique. Ainsi donc, la résolution des problèmes dans la région entre les différents acteurs ne pourra se faire qu'à la suite d'un accord satisfaisant tous les acteurs ou par des moyens plus coercitifs.

Ainsi donc, les ressources gazières, avec en arrière fond le projet de gazoduc East Med, sont la cause principale de la montée des tensions en Méditerranée orientale. Le marasme économique provoqué par la "crise des subprimes" a alimenté les différentes rivalités dans la région. Par ailleurs, la zone méditéranéenne n'est pas

le seul "point chaud" à l'échelle mondiale où les richesses gazières sont sources d'exacerbation des tensions. En effet, certaines zones en Asie, comme les mers de Chine méridionale et orientale, impliquent différents acteurs étatiques de premier plan en situation de rivalité pour l'accaparement des ressources gazières.

Source : EuroNews

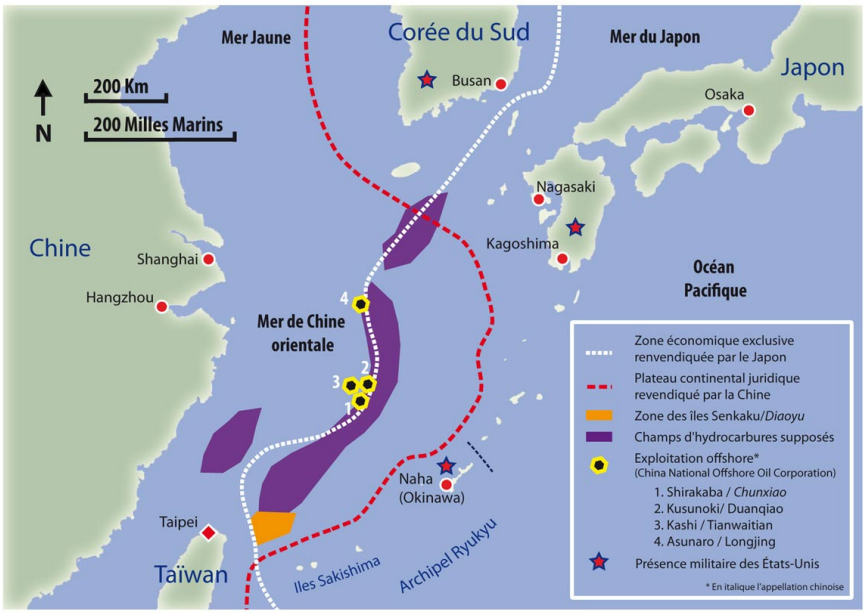
Les gisements d'hydrocarbures offshore au cœur des tensions en Asie du Sud-Est

Les îles Senkaku et Diaoyu au centre des tensions entre la Chine et le Japon en mer de Chine orientale

Le développement économique des pays d'Asie du Sud-Est et de l'Est ont provoqué une augmentation exponentielle de la consommation d'hydrocarbures et de gaz. Ceci étant, plusieurs de ces pays sont fortement dépendants de leurs importations énergétiques de gaz, notamment le Japon et de façon croissante la Chine. Ainsi, la découverte d'importants gisements gaziers et pétroliers dans la région aiguise grandement les ambitions et les revendications de ces pays. L'une de ces zones de tensions est la mer de Chine orientale, au sujet des îles Senkaku et Diaoyu. Cet archipel d'îles est au cœur d'une lutte diplomatique entre la Chine, le Japon et Taïwan, ces 3 pays revendiquant la souveraineté sur ces territoires de 7km2 composé de 5 îles et 3 rochers inhabités et sous souveraineté japonaise depuis la victoire japonaise sur la Chine en 1895. Cependant, après la défaite du régime impérial japonais en 1945 la souveraineté japonaise sur ces îles est mis en suspens. Par la suite, dans le contexte de la Guerre Froide, en 1971 les Etats-Unis décident de restituer cet archipel à leur allié japonais à la suite d'un arrangement diplomatique entre les deux pays. Cet accord est immédiatement dénoncé par la Chine. En effet, les îles Senkaku et Diaoyu sont d'une importance géopolitique cruciale pour la Chine et le Japon, notamment du fait de la présence d'une base militaire américaine à Okinawa. En plus des intérêts géostratégiques, les îles Senkaku revêtent des intérêts économiques et énergétiques puisque de grandes réserves d'hydrocarbures se trouvent aux alentours de l'archipel. Par exemple, le champ de gaz de Chunxia/Shirakaba qui est exploité dans certaines

zones par la China National Offshore Oil Corporation. De plus, les économies chinoise et japonaise sont toutes deux très dépendantes de leurs importations en hydrocarbures, ce qui renforce les convoitises dans la région. En effet, selon la "US Energy Information Administration" (EIA) près de 60 à 100 millions de barils de pétroles, et entre 30 et 60 milliards de mètres cubes de gaz se situent dans la zone. Un enjeu de taille pour les économies japonaise et chinoises friandes en hydrocarbures. Mais la mer de Chine orientale n'est pas la seule zone de tension dans la région.

Carte du conflit territorial Japon/Chine en mer de Chine orientale



Jean-Emmanuel Medina, Centre de droit international, Université Jean Moulin Lyon 3. www.diploweb.com, avril 2013

Les tensions et enjeux en Mer de Chine méridionale

La mer de Chine méridionale est une zone centrale en Asie, tant sur le plan du commerce international que dans le domaine de la lutte pour l'hégémonie régionale. Les archipels des Paracels et des Spratleys sont une source de discorde majeure entre les différents pays riverains de la mer de Chine méridionale: les Paracels étant revendiqués par la Chine et le Vietnam, et les Spratleys par la Chine, Brunei, les Philippines, la Malaisie et le Vietnam. Durant la Guerre froide, ces archipels ont été la cause de plusieurs affrontements, voire de conflits armés par exemple le conflit de 1974 entre le Sud-Vietnam et la Chine au sujet des îles Paracels, ou encore la bataille navale de 1988 entre Pékin et Hanoï faisant plus de 70 morts. Dans la période récente, plusieurs acteurs dans la région ont tenté de résoudre le problème en faisant appel aux institutions internationales. Ainsi, en 2009 la Malaisie et le Vietnam ont demandé une extension de leurs plateaux continentaux selon les termes de la Convention du droit de la mer de 1982. En réponse à cette initiative, la Chine a partagé une carte à l'ONU en 2009 où elle fait part de ses ambitions sur la mer de Chine méridionale. Par le biais de cette carte en "9 traits", la Chine revendique 80% de la zone (soit une zone de 2,5 millions de km² incluant Taïwan), revendications inacceptables pour ses

proches voisins. La Chine appuie sa volonté d'étendre son espace maritime en Mer de Chine méridionale sur des fondements historiques.
Néanmoins, les véritables enjeux pour Pékin sont avant tout géoéconomiques. En effet, la mer de Chine méridionale représente près de 8% de la pêche mondiale et les ressources halieutiques sont d'une grande valeur pour Pékin du fait de sa grande population. Les ressources halieutiques sont une source de tensions croissantes entre la Chine et le Vietnam, le plus grand pêcheur de la région étant ce dernier. De plus, cette zone maritime voit passer 1/3 des transports maritimes mondiaux (soit 5,3 milliards d'euros par an) et 85% du trafic mondial des hydrocarbures. La mer de Chine méridionale est donc une route maritime incontournable.
Enfin, la zone regorge de ressources en hydrocarbures, selon l'US Energy Information Administration (EIA) la mer en question détiendrait des ressources s'élevant à 11 milliards de barils de pétrole, et 5 400 milliards de mètres cubes de gaz. Ainsi, la pression chinoise pour acquérir les ressources de la zone se fait de plus en plus forte, en effet, en mai 2014 Pékin a installé une plate-forme pétrolière (Haiyang Shiyou 981) dans la ZEE du Vietnam. La crise diplomatique provoquée à la suite de cet évènement a amené Pékin à retirer cette plate-forme.
En plus de se montrer menaçant envers ses voisins, le gouvernement chinois essaye aussi de militariser les archipels de la mer de Chine méridionale en y installant des capacités "A2/AD" (Anti-access-Area Denail) afin de pouvoir bloquer et contrôler l'accès à ce territoire. Cette initiative a été surnommée par les stratèges américains, la "grande barrière de sable". Bien qu'en 2016, la Cour pénale internationale de la Haye ait tenté de régler les différends, la Chine continue à l'heure actuelle de mettre la main sur cette zone hautement stratégique, ce qui crée de grandes tensions avec les Etats-Unis.

GEOPOLITIQUE DU GAZ

LE GAZ ET LA TRANSITION ENERGETIQUE

Dans un contexte de véritable urgence climatique, de nombreux pays tentent de sortir de leur consommation extrême d'énergies fossiles, premières énergies utilisées et responsables d'émissions de gaz à effet de serre. Les prévisions sont de 3°C ou plus de réchauffement d'ici la fin du siècle et le GIEC estime qu'il est vital de limiter ce réchauffement à 2°C . Le triptyque habituel du pétrole, charbon et gaz n'est plus écologiquement viable, et est source de contestations, controverses et crises. S'amorce alors depuis une trentaine d'années, et même depuis les années 1970 voire les années 1950 pour certaines régions (pays scandinaves), une transition énergétique : les pays en capacité de le faire ont décidé de modifier et de diversifier leurs méthodes de production énergétique. Les énergies renouvelables sont appelées à la rescousse, mais leur développement est encore trop récent, trop lent et trop cher pour satisfaire les besoins nationaux en intégralité et de manière durable. Ces énergies se développent et se démocratisent petit à petit, cependant certains pays possédant les moyens nécessaires ont décidé de faire de la transition énergétique une priorité. Mais pour diverses raisons (politiques, économiques et écologiques), les Etats se tournent vers le gaz : fossile certes, mais étant moins polluant, moins cher et abondant, il apparaît comme la solution idéale pour amorcer la transition énergétique nécessaire, se défaire des énergies fossiles et tendre vers un bilan carbone neutre en 2050 (objectif des pays dits développés).

Les politiques plurielles de l'Europe face au besoin de gaz

L'UE se fixe des objectifs à atteindre très, voire trop ambitieux en termes de mix énergétique. Par exemple en 2020, on devait atteindre au niveau de l'Union 20% de production grâce aux énergies renouvelables en fixant pour ce faire des objectifs nationaux différents : 23% pour la France par exemple ou bien 49% pour la Suède. Seulement 12 Etats-membres ont atteint leur objectif respectif. Le gaz devient ainsi la solution parfaite pour sortir du charbon et du pétrole (urgence prioritaire) en attendant d'accéder à une dominance des énergies renouvelables. Cependant, cette disparité d'atteinte des objectifs en termes d'énergies révèle également une disparité des besoins et de la demande en gaz naturel à travers l'Europe.

L'Europe du Nord : un faible besoin du fait du développement avancé des énergies renouvelables

Les pays scandinaves et leurs voisins proches sont très souvent cités en exemple de progrès: que ce soit au niveau de l'éducation, de la parité homme/femme ou bien de la transition énergétique et écologique en général. Et à raison : en 2018, l'apport énergétique provenant des énergies renouvelables en Suède s'élevait à 54.8% (record européen), celui du Danemark à 35.7% et celui de la Finlande à 41.2% par exemple. Ces énergies sont donc suffisamment développées pour pourvoir à plus de 30% des besoins nationaux en énergie. De ce fait, la demande de gaz (objet de notre intérêt) de ces pays par rapport au reste du monde est relativement peu élevée : ils sont énergétiquement peu dépendants, même s'ils importent tout de même encore des énergies fossiles. La Suède par exemple importe du gaz, du pétrole et de l'uranium mais la part de ces énergies dans les mix énergétiques d'Europe du nord a été radicalement réduite. Ces pays disposent donc d'une sécurité énergétique assez large du fait du vaste développement de leurs propres énergies renouvelables. Néanmoins cette sécurité provient également du fait qu'ils disposent de gisements de gaz naturel sur leurs propres sols : c'est le cas du Danemark et de la Norvège, deux des ressources principales de gaz européen. Ce gaz extrait est alors exporté, ou bien est réparti dans la consommation énergétique du pays non satisfaite par les énergies renouvelables. Nous pouvons prendre l'exemple de la Suède, qui certes n'exporte pas de gaz mais dont la consommation de gaz en 2017 représentait 2.1% de sa consommation totale d'énergie : c'est extrêmement peu, surtout au regard de la part du gaz dans la consommation énergétique du reste de l'Europe – et même du monde. Ce gaz est surtout réparti pour produire de l'électricité et du chauffage, comme dans la majorité des pays d'Europe du Nord.

Ainsi, la politique de l'Europe du Nord par rapport au gaz est globalement de l'exporter (quand le pays est en capacité) et sinon de l'utiliser pour le reste de leurs besoins énergétiques. Mais le gaz n'est pas un enjeu majeur de leur transition énergétique, déjà bien avancée, et ils n'en

sont pas dépendants. Ce n'est pas le cas du reste de l'Europe.

Le reste de l'Europe (France, Belgique, Espagne, etc.) : un besoin croissant et urgent

Le reste de l'Europe est moins avancé dans sa transition énergétique que l'Europe du nord. En 2018, les énergies renouvelables répondaient à environ 20% des besoins nationaux en énergie, ce qui est très peu. Le gaz est donc un enjeu capital de cette fameuse transition : des pays comme la France, la Belgique, l'Espagne ont besoin de cette énergie pour amorcer leur transition comme nous l'avons dit précédemment. La demande en gaz est donc en forte augmentation, principalement pour deux raisons. En premier lieu, pour satisfaire un besoin énergétique : le gaz est de toute façon une part importante du mix énergétique européen, il en représente 22%. Avec la baisse des parts du pétrole et du charbon dans la production d'énergie, la part du gaz est donc vouée à augmenter. Il a toujours été utilisé notamment pour la production d'électricité et de chauffage. En second lieu, en réponse à des enjeux politiques et sociétaux : le réchauffement climatique est un sujet qui soulève de plus en plus de contestations, particulièrement ces dernières années. Les gouvernements doivent donc satisfaire l'opinion publique, les sommations politiques et les accords internationaux qui incitent à diversifier les mix énergétiques; et la meilleure solution à court terme est d'augmenter la part du gaz dans la consommation nationale. Cependant, un problème se pose : l'UE est de moins en moins apte à produire son propre gaz, comme elle le faisait auparavant en s'appuyant notamment sur le gisement de Gromingue aux Pays-Bas (qui est temporairement hors d'accès pour cause de risques sismiques), ou bien la Norvège. Alors comment s'approvisionner en gaz ? Cette baisse de production met l'UE dans un état de vulnérabilité et de dépendance face aux pays producteurs et exportateurs de gaz, comme les Etats-Unis (l'UE est première importatrice de gaz de schiste américain en 2014) mais surtout la Russie.
On construit alors de nouveaux gazoducs, comme le Trans Adriatic Pipeline, inauguré fin novembre 2020 qui relie l'Azerbaïdjan et l'Italie, pour augmenter l'indépendance énergétique européenne. Mais ce genre de projet est controversé: les ONG et associations environnementales sont contre le développement de l'industrie du gaz en général (qui reste une énergie fossile). Les débats font rage autour de questions telles que: « Est-ce que la construction de nouveaux gazoducs est nécessaire lorsqu'on veut baisser la consommation d'énergies fossiles ?», d'autant plus qu'aucun gazoduc européen ne peut concurrencer l'efficacité des importations russes ou états-uniennes.

L'Allemagne, une politique énergétique controversée

Les énergies fossiles (charbon, gaz, pétrole) ont toujours été une très large part du mix énergétique allemand : elles en représentent 48% en 2018. Cela s'explique notamment par le choix de l'Allemagne en matière énergétique : en 2011, elle annonce vouloir sortir du nucléaire en 2022 en utilisant pour cela des usines à charbon et lignite (le lignite est un type de charbon intermédiaire en-

tre la tourbe et la houille, houille désignant le type de charbon utilisé couramment dans le monde), en plein contexte de réchauffement climatique. Ainsi la forte part de cette énergie dans la consommation et production énergétique allemande n'est pas étonnante : le charbon-lignite remplace la production énergétique nucléaire.

Un nouvel objectif s'ajoute depuis le 29 janvier 2020 : à force de pressions d'organisations environnementales, de syndicats et majoritairement de partis verts allemands, le gouvernement est obligé de revoir sa position et signe un accord promettant la sortie du charbon en 2038, sans remettre en cause l'objectif de 2022. Ainsi en 2 ans, l'Allemagne doit trouver un moyen de compenser à la fois la perte d'énergie nucléaire, certes faible par rapport au reste du mix énergétique (6.4% en 2019), et la perte progressive d'apport énergétique de charbon. Ce dernier point est beaucoup plus problématique puisque le charbon-lignite représente 35,4% de la production d'énergie (électricité) en 2018. Les énergies renouvelables sont en hausse dans le mix énergétique allemand : en 2019, 14,8% de l'énergie primaire consommée provient d'énergies renouvelables, et l'électricité est produite avec 40% de sources renouvelables. Cependant, cela ne compense pas la perte énergétique du charbon-lignite et les énergies renouvelables sont beaucoup plus chères à mettre en place et à entretenir que les usines de charbon-lignite. Finalement, l'Allemagne se tourne comme ses voisins vers le gaz. Déjà très présent dans le mix énergétique allemand (23.7% en 2018), la demande ne cesse d'augmenter (24.9% en 2019) pour combler les pertes laissées par le nucléaire et le charbon, qui baisse étonnamment beaucoup depuis 2015. Il a perdu 10.4% de sa consommation de 2017 à 2018 par exemple et a baissé d'un tiers de 2018 à 2019, pour des raisons économiques notamment, avec la hausse du prix de la tonne de CO2 en Europe. L'Allemagne se retrouve donc confrontée au même problème qu'une grande partie de l'Europe : comment s'approvisionner en gaz ? Le pays possède quelques gisements mais la quantité de gaz y est trop faible pour subvenir aux besoins nationaux dans leur intégralité. En 2015, 31.8% du gaz naturel provient de la Norvège, 27% des Pays-Bas et 32.4% de la Russie : l'Allemagne est donc extrêmement dépendante d'autres pays.

Concernant la Russie, l'Allemagne est majoritairement approvisionnée par le gazoduc Nord-Stream 1 (reliant Vyborg, en Russie à la ville de Greifswald en Allemagne et passant par la mer Baltique). Le projet Nord-Stream 2, qui aurait dû être finalisé fin 2019, a pour but de doubler la capacité de Nord-Stream 1 en construisant deux gazoducs, longeant le premier. Cela est très avantageux pour l'Allemagne, puisque le gaz russe est moins cher que le gaz américain, mais aussi pour la Russie. En effet, l'approvisionnement par gazoduc est plus sûr, moins coûteux que par voie maritime et la demande de gaz venant d'Allemagne ne devrait pas baisser avant un moment. Cependant, ce projet est très critiqué, notamment par les Etats-Unis, qui voient en l'Europe et l'Allemagne tout particulièrement, un débouché très fécond pour leur propre gaz. Ainsi en Europe (à l'exception des pays du Nord), les Etats se retrouvent confrontés au problème du développement trop cher et trop lent des énergies renouvelables,

couplé à des sommations politiques de retirer les énergies fossiles de leur mix énergétique. Le gaz est la solution idéale, mais entraîne le grand désavantage de la dépendance énergétique, notamment par rapport à la Russie. En Asie, les pays ont différentes politiques par rapport au gaz concernant la transition énergétique. Il est vital en Corée, une possibilité pour la Chine, et secondaire au Japon.

L'Asie, entre GNL et gaz de schiste

L'Asie de manière générale est très consommatrice d'énergies fossiles, et certains pays exportent ces énergies (l'Indonésie par exemple exporte énormément de charbon, de pétrole - elle fait partie de l'OPEP - et de gaz). Les trois régions en état de commencer une transition énergétique sont le Japon, la Corée du Sud et la Chine. Les trois ont trois politiques différentes concernant le gaz dans leur transition.

Le Japon et la Corée du Sud : une révolution plus qu'une transition

Le Japon et la Corée du Sud sont deux pays à très forte consommation d'énergies fossiles : 87% pour la Corée en 2019 et 88.7% pour le Japon. Qui dit énergies fossiles dit également gaz naturel, et ils ne dérogent pas à la règle : le Japon est le pays pionnier de l'industrie du GNL, c'est le premier pays à commencer à en importer en 1969 d'Alaska, et la Corée est 2e ou 3e importatrice de GNL dans les classements mondiaux selon les années (avec le Japon toujours en première place). Ce sont donc deux pays très dépendants du gaz et de leurs pays exportateurs : 88% des énergies fossiles au Japon en 2019 sont importées par exemple, et la Corée est également en état de dépendance énergétique. Quelle place pour le gaz dans leur transition énergétique ?

Dans le cas de ces pays, c'est plus d'une révolution que d'une transition dont il faudrait parler : avec moins de 6% d'énergie provenant de sources renouvelables en Corée et 7.8% au Japon, ils sont très en retard dans leur transition énergétique. Concernant la Corée, le nouveau président Moon Jae-in a annoncé en 2017 un objectif de neutralité carbone pour 2050, avec une vision globale de sortie progressive du nucléaire et d'un avancement des énergies renouvelables. Les objectifs pour 2030 sont de passer dans leur mix énergétique à 20% de nucléaire (contre 30% en 2016), 21.8% de charbon (contre 40% en 2016), 20% en énergies renouvelables (contre 4.7% en 2016) et enfin, objet de notre intérêt : le gaz doit monter à 37% dans le mix énergétique sud-coréen. Le gaz doit supplanter le charbon, faire office de pont, tout comme en Europe, mais c'est ici un enjeu absolument capital de la révolution énergétique coréenne en route.

Au Japon, la politique est différente. Depuis l'accident nucléaire de Fukushima en 2011, la majorité des centrales ont été fermées et le pays a dû compenser la perte d'énergie (le nucléaire représentait 24% du mix énergétique) par de larges apports en énergies fossiles, notamment du fioul. Le gaz a conservé sa part importante et traditionnelle dans la production énergétique, le Japon est toujours premier importateur mondial de GNL et consomme 22% du marché mondial en 2019.

Cependant, pour amorcer la transition (ou révolution) énergétique, le Japon compte plus sur le re-développement du nucléaire (malgré l'incident) et le développement massif d'énergies renouvelables. En 2030, le pays a pour objectif d'atteindre 44% d'énergie décarbonée, avec 20 à 22% d'énergie nucléaire et 20 à 22% d'énergies renouvelables. La position du gaz dans cette transition est donc assez ambigüe et incertaine : le Japon en consomme beaucoup de toute manière, par besoin énergétique, mais ce n'est pas un enjeu de leur transition énergétique, ni un moyen d'amorcer cette transition. La demande de gaz ne décline pas mais n'augmente pas non plus. Ainsi, en Asie, avec deux pays largement consommateurs d'énergies fossiles et les plus grands importateurs de GNL, deux politiques concernant le gaz et leur transition énergétique sont mises en place. En Chine, le GNL est également important mais le véritable enjeu gazier de la transition énergétique est le gaz de schiste découvert sous le sol chinois.

Situation chinoise

En 2008, la République populaire de Chine est classée première émettrice de CO2 dans le monde, et n'a pas été détrônée depuis. Cela se comprend notamment au regard de la forte part du charbon dans son mix énergétique : 77.1% en 2010, 60% en 2013. Depuis 2015, le président Xi Jinping met en place des politiques environnementales agressives diverses pour réduire ces émissions de gaz à effet de serre : la plantation d'une « muraille verte » et le refus des plastiques étrangers par exemple. Une partie de cette politique concerne le domaine énergétique.
La Chine a investi 361 milliards de dollars dans les énergies renouvelables, ce qui lui permet d'être le premier pays dans le classement mondial à produire le plus d'électricité grâce aux énergies renouvelables en 2019. Elle développe également sa production de gaz de schiste.
En effet, aujourd'hui la Chine doit répondre au triple défi de subvenir aux besoins énergétiques de près d'1.4 milliards d'individus, d'accéder à son indépendance énergétique, et de réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Pour répondre à ces défis, trois scénarios s'offrent à elle selon une étude de Marie-Hélène Hubert, parue dans la RFE. La Chine peut stabiliser son utilisation de charbon, mener une politique agressive dans les énergies renouvelables, ou bien développer le gaz de schiste à grande échelle. C'est sur cette dernière stratégie que nous nous attarderons. En 2010, la Chine découvre qu'elle possède près de 20% des réserves mondiales de gaz de schiste : cela pourrait permettre de subvenir aux besoins énergétiques chinois actuels pendant 100 ans. Pour pouvoir y accéder, cette ressource est déclarée « ressource minérale » en 2011 auprès du ministère de la Terre et aussitôt commence l'exploitation. Le pays ne possède pas les technologies et le savoir-faire nécessaire, et va jusqu'à signer un accord avec les Etats-Unis pour un échange de techniques d'exploration et d'exploitation du gaz. Cependant, la Chine rencontre des difficultés techniques dans cette exploitation : la technologie de fracture hydraulique utilisée aux Etats-Unis est difficilement utilisable en Chine (les régions de réserves de gaz sont arides, montagneuses) et les gazoducs ne sont

pas suffisamment développés à l'intérieur du pays pour permettre l'acheminement du gaz depuis les zones d'extraction.
La Chine s'était fixée l'objectif d'arriver à 10% de gaz dans son mix énergétique en 2020, et les exploitations jusqu'à aujourd'hui, bien qu'insuffisantes aux besoins nationaux, sont tout de même notables. Toutefois, ce scénario conduit à un bilan carbone mitigé : sans compter les possibles fuites de méthane dans le processus d'extraction du gaz, alors le gaz de schiste permet de réduire les émissions de CO2 de 31% pour la production d'une unité d'énergie par rapport au charbon. Mais si on prend en compte les fuites, il les double. Notons que le gaz naturel est en augmentation constante dans le mix énergétique chinois depuis les années 1990, bien qu'y conservant une part faible. A titre d'exemple, en 2013, le gaz occupe 5% du mix énergétique chinois, le charbon 60%, le nucléaire 1% et les énergies renouvelables 17%. En 2006, la Chine s'ouvre à l'importation de GNL et devient en 2012 la 3e importatrice de GNL, derrière le Japon et la Corée. La moitié de ses importations de gaz sont désormais sous forme de GNL (ce qui lui permet de diversifier ses sources d'approvisionnement) et elle consomme 6% du GNL mondial. En 2019, la Chine est la 2e importatrice de GNL dans le monde. Le gaz est donc une des possibilités pour la Chine qui permettrait de réduire ses émissions de gaz à effet de serre. C'est une ressource qui monte en importance dans le capital énergétique chinois que le pays sait mettre en valeur et exploiter, nécessaire à la transition énergétique déjà assez avancée en Chine mais non encore apte à satisfaire les besoins nationaux.

Les États-Unis : une politique volage

Le XXe siècle était un siècle libre de toute pression, contestation, sommation majeure de type écologique. Traditionnellement, les Etats-Unis étant un pays de forte production et consommation d'énergies fossiles, les politiques concernant ces énergies étaient unanimes : les développer. Elles représentent de larges parts du secteur économique, des millions d'emplois et leur exploitation fait partie intégrante de certains Etats (Pennsylvanie par exemple). C'est au XXIe siècle que les choses commencent à se compliquer, et particulièrement sous la présidence d'Obama : le monde fait pression pour que l'on sorte de ces industries fossiles. Se succèdent alors deux, et bientôt trois, présidences avec des politiques différentes concernant le gaz et l'énergie en général.
Le président Barack Obama a pu profiter de la découverte du gaz de schiste dans la fin des années 2000 et le début des années 2010 : moins cher, moins polluant que le gaz naturel conventionnel, il est abondant dans les sols états-uniens et devient une solution inespérée pour répondre aux pressions politiques.
Obama encourage énormément l'exploitation de ce gaz, si bien que de 2006 à 2012, les Etats-Unis redeviennent indépendants en gaz, ils passent premier producteur de gaz devant la Russie et la production de gaz de schiste est multipliée par 13. C'est une véritable révolution du gaz de schiste qui amène ce dernier à représenter 60% de la production nationale, réorganiser des

régions industrielles, faire baisser le prix moyen du gaz (40 à 50% moins cher que le gaz européen) et enfin à diminuer l'importation de ressources naturelles. L'industrie du gaz connaît donc un réel *boost* sous la présidence d'Obama, qui s'en sert comme d'un argument écologique : c'est un avancement dans la transition énergétique qu'il soutient et encourage.

L'élection du président Donald Trump en 2016 marque un frein à ces avancements énergétiques. Lui a une vision très différente de la politique environnementale et de l'état du monde : il nie en bloc le réchauffement climatique, met en doute les scientifiques et se tourne au contraire vers un re-développement massif des industries fossiles (c'était l'une de ses promesses électorales), et notamment charbonnières, en mettant en avant leur aspect traditionnel et leurs avantages économiques (moins chères, création d'emplois).

L'administration Trump a également fait sortir les Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat, se permettant ainsi de ne pas fermer les centrales qui émettaient le plus de gaz à effet de serre.

Enfin, le 7 novembre 2020, Joe Biden est désigné vainqueur de l'élection présidentielle. S'il arrive à passer les portes de la Maison Blanche, il a une politique très claire envers l'environnement et le gaz particulièrement: il reviendra dans l'accord de Paris et a présenté un plan de 1700 milliards de dollars pour que les Etats-Unis arrivent à la neutralité carbone d'ici 2050. Cela passe notamment par une sortie progressive du pétrole en utilisant le gaz comme « pont » vers une dominance des énergies renouvelables.

Cependant, il ne veut pas développer massivement le gaz de schiste comme Obama : il n'interdira pas complètement son exploitation mais bloquera la délivrance de nouveaux permis d'exploitation de schiste (gaz et pétrole) sur les terres appartenant à l'Etat, afin d'inciter le pays à se tourner rapidement vers les énergies renouvelables.

GEOPOLITIQUE DU GAZ

LE GAZ NATUREL: UNE ARME GEOPOLITIQUE ?

La Russie constitue le premier fournisseur de gaz de l'Union Européenne : 40% du gaz importé par les 27 vient du pays dirigé par Vladimir Poutine. Mais la vente de gaz ne soulève pas seulement des enjeux énergétiques et écologiques. Le gaz peut être utilisé comme arme politique et être source de crises inter-étatiques, notamment avec les différents projets de gazoducs à travers le monde. Ces immenses canalisations transportent le gaz sur de longues distances, en sous-sol comme en surface. Les grandes puissances sont donc extrêmement mobilisées face aux enjeux de transports d'énergies. Le passage d'un pipeline sur un territoire n'est jamais anodin : il est empreint d'une forte dimension stratégique, politique et économique. Le cas des gazoducs Nord Stream 2 en Europe du Nord et Turkish Stream en Mer Noire permettent de comprendre la stratégie gazière russe et les intérêts des différentes puissances.

Nord Stream 2 ou la stratégie gazière russe sur le flanc Nord de l'Europe

Le projet *Nord Stream 2*

Nord Stream premier du nom est un gazoduc d'Europe du Nord en service depuis 2012. Il passe sous la mer baltique depuis la ville russe de Vyborg, tandis que *Nord Stream 2* quitte la Russie plus au sud, depuis Oust-Louga. Leur tracé est donc très similaire. *Nord Stream 2* consiste en deux lignes de gazoduc reliant la Russie à l'Allemagne via la mer Baltique, après un trajet sous-marin de 1230 km. Ce nouveau pipeline a coûté environ 8 milliards d'euros, dont la moitié est financée par Gazprom, le géant du gaz russe. Son objectif premier est de doubler les capacités d'exportation de gaz russe vers l'Allemagne et l'Europe. Les travaux ont débuté en 2018, et il est censé entrer en service au début de l'année 2021. Il doit acheminer 55 milliards de mètres cubes de gaz par an de la Russie vers l'Allemagne.

Un tel débit est possible grâce à l'immensité du gisement dont provient le gaz : le gisement off-shore de Chtokman, dans la mer de Barents au nord de la Russie. C'est la deuxième plus grande réserve de gaz naturel au monde et elle constitue 2% des réserves mondiales de gaz.

Plusieurs entreprises participent au projet: le gazoduc est construit en majorité par Gazprom, mais il est aussi financé par le français Engie, l'anglo-néerlandais Shell, l'autrichien OMV et les allemands Uniper et Wintershall. Selon Gazprom, 94% du projet serait terminé.

Gazprom, outil de la stratégie russe

En Russie, le gaz a toujours servi les intérêts diplomatiques du pays. Depuis le début du 21ème siècle, le gaz naturel a servi de levier à la Russie pour retrouver sa puissance politique et servir sa politique étrangère. La Russie reste le premier fournisseur de gaz naturel de l'UE (40% du gaz importé). Et cela devrait continuer : chaque année, la Russie vend de plus en plus de gaz aux pays de l'UE. Cela est notamment possible grâce aux gigantesques réserves et gisements de gaz en Russie. Les réserves de gaz naturel encore non-utilisées en Russie sont estimées à 100 milliards de m3. Nord Stream 2 s'inscrit donc dans cette trajectoire et a pour objectif de doubler ces importations.

La société Gazprom a été fondée en 1989 et se spécialise dans l'extraction, le traitement et le transport de gaz naturel. Considérée comme le 2ème plus gros investisseur du monde, la plus grosse entreprise russe exploite 16% des réserves mondiales de gaz, en plus du plus grand réseau de gazoducs au monde long de 160 000 km. Gazprom est souvent considérée comme le bras droit du Kremlin. Le gouvernement russe détient plus de la moitié des parts de l'entreprise. Mais les liens étroits de Gazprom avec le gouvernement russe ne sont pas seulement financiers. Par exemple, Dmitri Medvedev, ancien président de la fédération de Russie, a dirigé Gazprom et dirige son conseil de sécurité depuis 2002. L'actuel PDG de l'entreprise, Alexeï

Miller est aussi un proche du Kremlin puisqu'il a été vice-ministre de l'Énergie de la Fédération de Russie avant d'être nommé chez Gazprom en 2001.

Mais pour renforcer ses liens avec l'Europe et s'y étendre, le géant russe a dû utiliser plusieurs stratégies. Tout d'abord, il participe directement dans des réseaux de conduits de pays européens en achetant des parts d'entreprise de transport, de distribution ou encore de vente de gaz dans la plupart des pays européens. Gazprom est donc directement impliqué dans la vente de gaz aux consommateurs de certains pays qui sont donc dépendants de l'entreprise et de la Russie pour la totalité de leurs importations et de leur consommation.

Un autre pan de la stratégie de l'entreprise est la création de consortiums (ou groupements d'entreprises) avec des entreprises européennes. Pour ce faire, l'Allemagne est souvent utilisée comme « cheval de Troie » pour entrer dans le marché de l'UE. Pour *Nord Stream* par exemple, un consortium s'est créé rassemblant Gazprom et des entreprises allemandes, néerlandaises, françaises... Cela permet à la Russie d'engager une relation bilatérale avec ces pays, à l'inverse d'une relation Russie-UE. Dans le même temps, les pays européens impliqués sont assez nombreux pour éviter les sanctions de la Commission européenne. Pour François Perrin, spécialiste des problématiques énergétiques à l'IRIS, « C'est une stratégie intelligente, de la part de Gazprom, qui s'est ainsi assuré que ces entreprises puissantes dans leurs pays respectifs fassent du lobbying en haut lieu pour défendre le projet ».

La plupart des pays membres de l'UE ne peuvent donc nier leur complicité avec les acteurs russes. C'est un processus fondé sur des actions bilatérales au détriment d'une démarche communautaire au sein de l'UE : en effet, ce n'est pas le bel esprit d'unité européenne qui prime ici, mais plutôt chaque pays qui cherche tant bien que mal à protéger ses intérêts. En Europe du Sud et de l'Est, on se rappelle les coupures de gaz et ces pays veulent donc diversifier leurs approvisionnements. La première crise du gaz russe a eu lieu en 2006 lorsque Gazprom a coupé ses livraisons à l'Ukraine, après un conflit sur le prix du gaz. L'approvisionnement de plusieurs pays européen en a donc été perturbé. Gazprom ira même jusqu'à accuser Kiev d'avoir « prélevé illégalement» du gaz destiné à l'Europe. Mais cette crise de 2006 entre Moscou et Kiev n'est pas la seule et d'autres auront encore lieu de 2007 et 2009.

En ce qui concerne les pays d'Europe occidentale, leurs intérêts consistent à protéger leurs entreprises nationales et à les promouvoir. En effet, ces dernières obtiennent des parts dans des gisements russes en entrant dans ces consortiums. Pour s'assurer du soutien de l'Allemagne dans le projet *Nord Stream 2*, Gazprom a embauché l'ancien chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, proche de Vladimir Poutine, qu'il a fait entrer au conseil de surveillance de *Nord Stream 2*.

L'Ukraine ciblée

Nord Stream 2 sert aussi un autre objectif russe dont on parle peu : contourner l'Ukraine, pays par lequel transitait jusqu'en 2018 plus de 40 % des exportations du gaz russe vers l'UE. Nous avons déjà évoqué les crises gazières entre les deux pays, mais le fait le plus marquant est bien la révolution ukrainienne de 2014 qui a forcé le

président pro-russe Viktor Ianoukovytch à fuir le pays pour la Russie. En réaction, la Russie a annexé militairement la péninsule de Crimée, territoire qui appartenait jusque-là à l'Ukraine. Pour Poutine, le but de la manœuvre était de prendre le contrôle de la Crimée, territoire majoritairement peuplé par des populations russes, et stratégiques : il donne à la Russie un plus grand accès à la mer Noire, mer chaude dont la Russie a besoin.

Autre exemple, l'Ukraine a décidé le 19 mai 2018 de quitter la Communauté des Etats Indépendants, organisation cofondée par la Russie au lendemain de la chute de l'URSS et qui avait pour objectif de « reprendre le processus d'intégration économique et politico-militaire au sein de l'espace post-soviétique ».

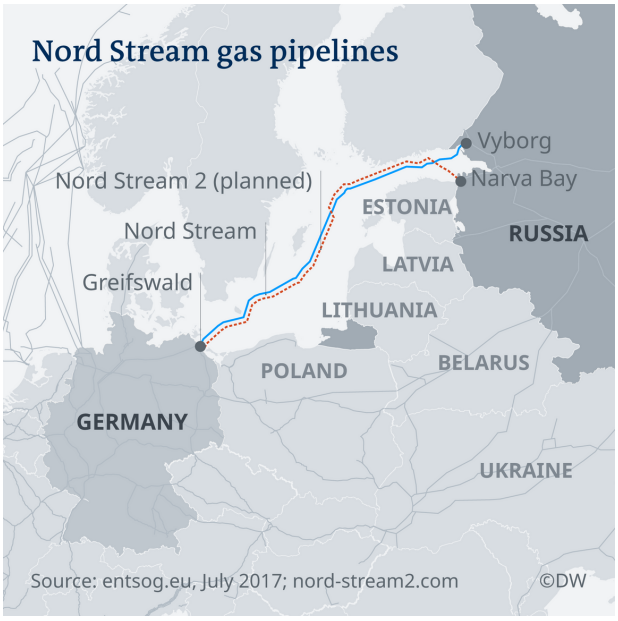
Ce nouveau gazoduc devrait donc permettre à la Russie de contourner presque en totalité l'Ukraine, au grand dam de l'ancienne république soviétique. En effet, comme le montrent les statistiques énoncées plus haut, près de la moitié des exportations gazières russes passent par l'Ukraine. Cette dernière touche donc de l'argent chaque fois que l'on exporte via son territoire, et cette position de carrefour entre l'Asie et l'Europe est un grand atout stratégique pour les ukrainiens. Mais la construction de *Nord Stream 2* contribue à marginaliser le pays : il sera moins indispensable au transit du gaz vers l'Europe et cela touchera aussi son économie.

Les réponses américaines et européennes à la stratégie russe

Des points de vue américains et de l'UE, ce projet est critiqué et ces deux puissances cherchent à défendre leurs intérêts. La construction de *Nord Stream 2* est semée d'embûches : tout d'abord, les entreprises qui prennent part au projet font l'objet de sanctions américaines depuis décembre 2019. Ces sanctions comprennent par exemple le gel des avoirs et la révocation des visas américains pour les entrepreneurs liés au gazoduc. Il y a quelques semaines, après avoir élargi en octobre les sanctions aux sous-traitants du projet, le Sénat et la Chambre des Représentants se sont mis d'accord pour mettre en place des sanctions supplémentaires.

Pour les États-Unis, l'enjeu est double : officiellement, ces sanctions sont là pour limiter la dépendance des pays européens au gaz russe, et par extension, l'influence du Kremlin sur l'Europe. Mais il y une autre raison qui explique l'opposition américaine à ce projet : avec l'explosion de la production de gaz de schiste, les Etats-Unis sont passés en quelques années du statut d'importateurs de gaz à celui d'exportateurs : leur production a presque doublé ces dix dernières années. L'enjeu pour les Etats-Unis est donc de limiter l'importation de gaz russe sur le vieux continent pour vendre leur gaz plus facilement. Le gouvernement russe a d'ailleurs déclaré que ces sanctions représentaient de la « concurrence déloyale ».

L'Allemagne, elle, est dans une position délicate. En effet, outre-Rhin, Angela Merkel a du mal à assumer la proximité de son pays avec la Russie. Elle est le plus important partenaire commercial de Moscou, et l'électorat allemand aime à voir son pays comme un défenseur des intérêts européens auprès de la Russie, et souvent comme un médiateur entre Moscou et Washington. Les dirigeants allemands ont par exemple été les plus fervents avocats de l'entrée de la Russie au G7 et à l'OMC. Ce pipeline symbolise le



Source : ENTSOG

canal diplomatique qu'a tenu à garder ouvert, jusqu'à maintenant, Berlin avec Moscou.

L'affaire de l'empoisonnement d'Alexeï Navalny, figure de l'opposition à Vladimir Poutine, a aussi envenimé les relations entre l'UE et la Russie. En effet, le 20 août 2020, il est hospitalisé en urgence après avoir perdu connaissance dans un vol reliant Tomsk à Moscou. Puis il est rapidement transféré à Berlin où il est hospitalisé d'urgence. Les tests d'un laboratoire militaire allemand ont rapidement déterminé l'origine de son état : un agent neurotoxique du groupe Novitchok, une substance conçue par des spécialistes soviétiques à des fins militaires. Angela Merkel a notamment dénoncé « une implication et une responsabilité russe » et a sommé la Russie de « répondre aux questions ». Vladimir Poutine a bien entendu nié les accusations en bloc. Cela a menacé le projet de pipeline et a mis les dirigeants allemands dans une situation délicate : ils ont toujours affirmé que c'était un projet purement commercial, qui ne concerne que les entreprises et pas l'Etat allemand.

Mais les allemands ont volontairement sous-estimé l'aspect géopolitique du projet. L'empoisonnement de Navalny a donc remis sur la table d'Angela Merkel la question de *Nord Stream 2* : ses opposants voulaient une annulation du projet pour envoyer une réponse commerciale forte au Kremlin. Elle n'a finalement pas eu lieu.

Il est difficile pour l'UE d'avoir une position claire. La France, l'Allemagne et d'autres pays importants de l'UE ont des intérêts dans ce projet. Mais ce projet déplaît tout de même à un certain nombre de pays européens, principalement la Pologne et les pays baltes. En octobre 2020, la Pologne a par exemple infligé une amende de 6.5 milliards d'euros aux entreprises qui participent au projet, comme Gazprom ou Engie. En effet, la Pologne, l'Ukraine et les autres détracteurs de *Nord Stream 2* redoutent un redoublement de la dépendance européenne par rapport au gaz russe. Bien sûr, ces pays d'Europe de l'Est redoutent aussi ce projet car il vise à réduire leur influence dans les importations de gaz russe vers l'Europe.

Le gazoduc *Nord Stream 2* est donc symbole de plusieurs conflits géopolitiques qui traversent le monde et démontre le rôle des hydrocarbures dans les alliances et les conflits inter-étatiques.

Le gaz russe dans la zone Caucase - Mer Noire – Balkans : *Turkish Stream* : rapprochement entre la Turquie et la Russie

L'abandon du projet *South Stream*

En 2007, un accord a été signé entre la Russie de Vladimir Poutine et l'Italie de Silvio Berlusconi. Cet accord annonce la coopération de deux grandes entreprises, Gazprom côté russe et ENI côté italien, pour la construction d'un gazoduc appelé *South Stream*. Il aurait dû entrer en fonction en 2015 et son coût était estimé à 25 milliards d'euros. Ce pipeline devait avoir une capacité de 63 milliards de m3 de gaz par an, acheminé sous la mer Noire vers la Bulgarie, la Serbie, l'Italie et l'Autriche sur 3600 kilomètres. Comme pour *Nord Stream 2*, évoqué plus haut, des entreprises européennes prenaient part au projet, comme la française EDF ou l'allemande Wintershell.

Mais en 2014 tout s'arrête : le projet est annulé. En cause notamment, les pressions de l'UE sur la Bulgarie pour qu'elle se retire du projet. En effet, à l'époque nous étions au début du conflit en Ukraine. Les tensions entre Moscou et Bruxelles étaient une conséquence de la crise opposant Vladimir Poutine et l'UE autour de l'avenir de l'Ukraine. Le commissaire européen à l'Energie, Günther Oettinger, alertait sur ces tensions : « Le gaz peut être utilisé comme une menace et ne pas être livré. Ce n'est pas encore le cas, mais nous pensons que la Russie fera tout son possible pour affaiblir la situation de l'Ukraine »

La commission européenne avançait aussi comme argument le fait de ne pas être trop dépendante d'une source énergétique comme la Russie.

Cette décision de Vladimir Poutine de mettre un terme au projet va en entraîner une autre : celle d'une augmentation des exportations de gaz vers la Turquie.

Lors de l'annonce de l'annulation de *South Stream* le 1er décembre 2014, Vladimir Poutine était en déplacement diplomatique à Ankara en Turquie. Il a donc fait d'une pierre deux coups en annonçant l'abandon du projet et des mesures pour favoriser l'importation de gaz russe vers la Turquie. Le président russe a donc annoncé que Gazprom allait augmenter de 3 milliards de mètres cubes ses livraisons à la Turquie et offrir un rabais de 6% sur ses prix dès le début de l'année 2015. Pour remplacer ce projet *South Stream* avorté, le 10 octobre 2016, les dirigeants des deux pays ont signé l'accord qui entérinait un nouveau projet de pipeline entre les deux pays : le *Turkish Stream*. Son tracé est très similaire à celui de *South Stream*, exception faite qu'il ne se termine pas sur les côtes bulgares mais turques. Finalement, sa construction a débuté en 2017 et il a été inauguré par Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan le 8 janvier 2020.

Turkish Stream, symbole d'un rapprochement entre la Turquie et la Russie.

Le gazoduc *Turkish Stream*, aussi appelé TurkStream, passe sous la Mer Noire et s'arrête dans la partie européenne de la Turquie. Long de 1 090 kilomètres, ce gazoduc ayant coûté plus de 10 milliards d'euros est prévu pour faire transiter 31.5 milliards de mètres cubes de gaz par an.

Source : EuroNews

Après sa sortie de Turquie, il devient le Tesla Pipeline lors de sa traversée des Balkans, passant notamment par la Macédoine et la Serbie. Gazprom et la Russie souhaiteraient qu'il se termine en Autriche et en Italie pour approvisionner l'Europe. Le gaz qui transite dans *Turkish Stream* provient des immenses champs gaziers de Yamal, en Sibérie occidentale. Un autre gazoduc, *Blue Stream*, transportait déjà le gaz russe vers la Turquie, mais le nouveau-né *Turkish Stream* devrait encore accroître les importations russes.

La Turquie ne produisant elle-même que 1% de sa consommation de gaz, elle est obligée d'importer cette énergie d'autres pays. En effet, la Turquie est le 5ème plus grand acheteur de gaz au monde, représentant 5.9% des importations mondiales. La Turquie, pays émergent, a besoin de ressources énergétiques en très grande quantité pour se développer et espérer jouer dans la cour des grands. *Turkish Stream* va par exemple permettre de sécuriser l'alimentation de villes énergivores de l'Ouest du pays comme Istanbul et Izmir.

Ce projet inauguré au début de l'année 2020 est vu comme le symbole d'un rapprochement entre la Turquie et la Russie. Mais celui-ci est d'autant plus spectaculaire que ces dernières années, les liens entre Moscou et Ankara n'ont cessé de se renforcer après une grave crise diplomatique en 2015, quand l'armée turque a abattu un avion de chasse russe à la frontière turco-syrienne.

Mais ce rapprochement est loin de se limiter au seul domaine du gaz. L'Etat turc et de nombreux acteurs privés du pays développent avec la Russie un partenariat énergétique grandissant de plus en plus poussé dans plusieurs domaines comme le nucléaire. En 2018, les deux pays ont par exemple lancé la construction de la centrale nucléaire d'Akkuyu dans le sud du pays. La construction est assurée par les russes et son prix est estimé à 20 milliards de dollars.

Après le gaz et le nucléaire, le domaine militaire est aussi un terrain de rapprochement pour les deux pays. Le symbole est puissant : Recep Tayyip Erdogan s'est engagé à acheter les systèmes de missiles russes antiaériens S-400, ce qui suscite l'indignation des autres membres de l'OTAN et surtout des Etats-Unis. Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a d'ailleurs déclaré : « Les États-Unis avaient clairement fait savoir à la Turquie, aux plus hauts niveaux et à de multiples reprises, que l'achat des systèmes S-400 représenterait un danger pour la sécurité des technologies et du personnel militaires américains et qu'il apporterait des fonds importants au secteur russe de la Défense tout en lui donnant accès aux forces armées et à l'industrie de Défense de la Turquie ». En effet, pour les américains, il existe des alternatives compatibles avec les systèmes de l'OTAN pour répondre à ses besoins de défense. Des sanctions américaines ont donc été décidées début décembre 2020 contre la Turquie.

Mais cette relation soulève aussi des inquiétudes quant à la dépendance de la Turquie à la Russie dans tous ces domaines. La centrale nucléaire d'Akkuyu a d'ailleurs soulevé des critiques à ce sujet en Turquie, notamment sur le fait que pendant les premières années d'exploitation, le constructeur russe détiendra l'intégralité de la centrale avant d'en céder la moitié aux turcs. Du côté russe, ce projet fait sens d'un point de vue politique. Il permet à Gazprom de mettre fin à la fourniture de gaz à la Bulgarie, à la Turquie et à la Grèce via l'Ukraine et le système de gazoduc trans-Balkans, l'accord de transit avec l'Ukraine ayant pris fin en 2019. Avec ce pipeline fraichement inauguré, la Russie maintient donc son emprise sur le marché turc du gaz. *Turkish Stream* permet aussi d'alimenter en gaz russe le sud de l'Europe, que *Nord Stream 2* n'approvisionne pas.

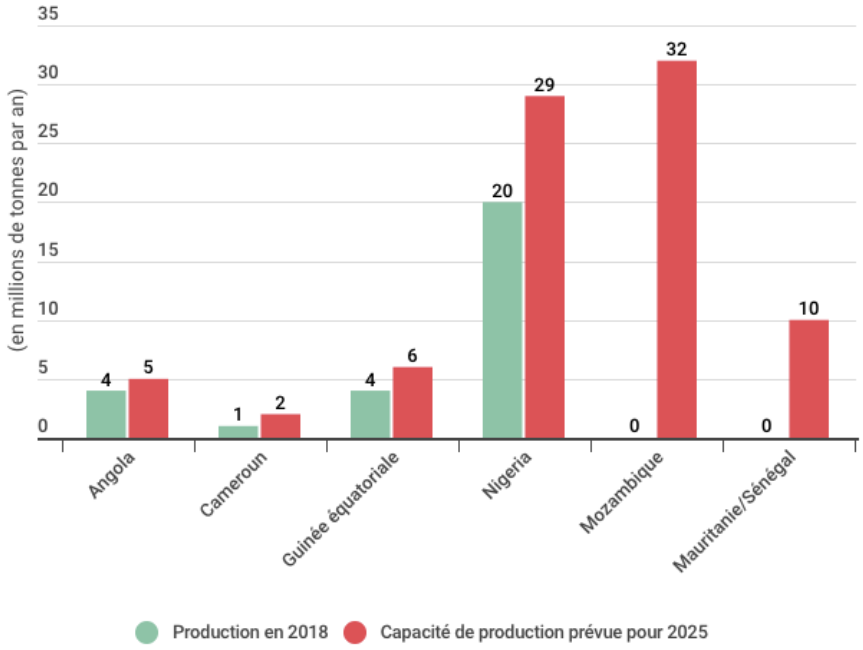
Le gaz est une arme géopolitique très puissante. La Russie de Vladimir Poutine l'a bien compris et les projets *Nord Stream 2* et *Turkish Stream* montrent une volonté de développer son influence en Europe du nord et dans la zone du Caucase – Mer Noire – Balkans. Mais la Russie ne regarde pas uniquement vers l'ouest. Elle s'intéresse aussi à l'Asie et à son voisin chinois. Et pour cause, fin 2019, les dirigeants chinois et russes ont inauguré le gazoduc *Force de Sibérie*, reliant les gisements de Sibérie orientale à la ville de Shanghaï. C'est un projet de 400 milliards de dollars qui témoigne de la volonté russe de chercher de nouveaux clients à l'est du pays.

GEOPOLITIQUE DU GAZ

RESSOURCES NATURELLES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN

S'il est commun de dire que le développement des pays émergents est une cause de l'augmentation de la demande en énergie, nous allons maintenant renverser ce point de vue pour analyser les facteurs permettant de faire de l'exploitation et de la production des ressources gazières et pétrolières une source de développement pour les pays producteurs. L'Afrique subsaharienne a récemment fait son entrée dans le jeu géopolitique des ressources naturelles. Si pour l'heure la production africaine semble marginale par rapport à la production mondiale (2%), on promet à la région de grandes perspectives d'avenir. Preuve en est, un nombre croissant de grandes compagnies pétrolières s'intéressent à la région et presque un tiers de leur activité y a lieu. Progressivement, à partir des années 1990, la zone d'exploration s'élargit, depuis la zone principale du Golfe de Guinée jusqu'au bout du continent, avec des découvertes en Mauritanie, au Sénégal, au Ghana, en Guinée équatoriale, au Mozambique, en Tanzanie... Grâce au développement du gaz naturel liquéfié (GNL) facilitant l'acheminement du gaz sur de longues distances, l'Afrique a désormais le potentiel pour devenir un acteur-clé dans le marché mondial du gaz.

Contextualisons le potentiel de croissance économique de l'Afrique subsaharienne offert par le GNL : en 2018 la part de l'Afrique subsaharienne dans la production mondiale de gaz naturel liquéfié était de 10% avec 28 millions de tonnes par an (mtpa). Certaines estimations prévoient que cette production augmente de 150% jusqu'en 2025, ce qui représenterait 15 à 20% du marché mondial. Quelles conséquences cela pourrait-il avoir en termes de développement humain ?



Croissance de la production de gaz naturel liquéfié

Source : Akap Energy

Ressources énergétiques : un lien de causalité avec le développement ?

A première vue, nous pourrions penser que les apports financiers accompagnant les exploitations de ressources, par leur ampleur, génèrent naturellement le développement humain du pays producteur. La réalité ne vient pas confirmer cette intuition. Par "développement humain", on entend d'aller au-delà des simples facteurs d'ordre économique pour viser l'élévation du niveau de vie des habitants. L'idée d'un développement par l'enrichissement d'une certaine élite hissant vers le haut les résultats économiques d'un pays sans que cela n'ait d'effets tangibles sur la qualité de vie de la population n'a pas de sens.

Le critère du PIB par habitant doit donc s'accompagner d'une mesure de l'espérance de vie et du niveau d'éducation de la population comme le fait l'Indice de Développement Humain construit par les Nations Unies. La seule richesse d'un pays ne suffit pas pour indiquer son niveau de développement.
C'est ainsi que l'on remarque, en regardant le cas du "miracle" de la Guinée équatoriale, soudainement riche après la découverte de larges ressources en hydrocarbures en 1996 sur son territoire, que cet apport financier colossal n'a pas permis le développement du pays. Au contraire. Rapidement hissé dans le classement des pays à hauts revenus, la Guinée équatoriale devient un des pays les plus riches du continent mais

l'espérance de vie y est de 58 ans, le taux de mortalité infantile est l'un des plus élevés d'Afrique et plus de la moitié de sa population vit sous le seuil de pauvreté national (76,8% de sa population vit avec moins de 2 dollars par jour en 2016). C'est la plus forte croissance économique du monde à une certaine période, avec un PIB multiplié par 100(!) jusqu'à atteindre un PIB par habitant supérieur à 20 000 dollars dès 1999, mais c'est aussi la stagnation des indicateurs sociaux, qui restent ceux "d'un pays à faible revenu" selon le FMI. Plus encore depuis le krach pétrolier, le miracle est devenu malédiction.

Quand développement économique ne rime pas avec développement humain

- **La "malédiction des ressources"**

En cause, la "mauvaise gestion par la Guinée équatoriale de ses richesses pétrolières qui a contribué à un sous financement chronique de ses systèmes de santé publique et d'éducation en violation de ses obligations en matière de droits humains" dénonce Human Rights Watch dans un rapport de 2017. Mais cet exemple est loin d'être le seul (le Nigéria, la République démocratique du Congo, le Turkménistan, le Venezuela ou la Zambie ont subi le même phénomène) à tel point que l'on parle communément d'une "malédiction des ressources" ou "malédiction rentière" à voir des pays riches en ressources s'en sortir moins bien que des pays qui n'en n'ont pas.

La malédiction des matières premières ou « syndrome hollandais »

"Lorsqu'un pays commence à exporter des ressources naturelles nouvellement exploitées, il connaît alors un afflux soudain de devises étrangères. Lorsque ces devises étrangères sont dépensées sur le marché domestique, elles résultent en une appréciation du taux de change nominal et/ou une augmentation des prix, entraînant une appréciation du taux de change réel – une mesure du nombre d'unités de marchandise produites dans un pays qui peut être échangée contre une marchandise équivalente produite à l'étranger. Ceci altère la compétitivité des secteurs de l'économie non basés sur les ressources naturelles au niveau international. Par conséquent, au niveau national, les gains économiques générés par les ressources naturelles peuvent être contrebalancés par des pertes dans d'autres secteurs. L'expression « syndrome hollandais » a été inventée par la revue *The Economist* dans les années 1970 pour décrire ce phénomène en Hollande, où l'industrie manufacturière a connu un déclin à la suite de la découverte de gaz naturel."

Source : "Recettes générées par les ressources naturelles et choix en matière de politique macroéconomique". Auteurs principaux : M.Henstridge et N.Travis.
Co- auteurs : C.Slaven et S.Rai, A. Roe.

- **Le poids du secteur privé sur les économies publiques**

Les pays émergents nouvellement riches en ressources naturelles se voient très rapidement courtisés par les firmes privées transnationales. La concurrence pour l'accès à ces ressources fait peser des pressions importantes sur ces États, par ailleurs totalement dépendants de l'intervention de ces firmes pour pouvoir exploiter leurs ressources, faute de richesses préalables. Les pays importateurs, en vue d'assurer leur sécurité énergétique, participent à ces pressions en incitant eux-mêmes la passation de contrats entre leurs sociétés énergétiques et les Etats producteurs, faisant peu de cas des oppositions de la société civile ou d'autres Etats. La richesse en ressources naturelles, plutôt que d'être synonyme d'indépendance économique et énergétique, provoque au contraire une dépendance des Etats africains à ces firmes privées, mettant à mal leur sécurité énergétique et limitant l'accès à leurs propres ressources.
L'inégalité d'accès à l'énergie est telle que même dans les dix principaux pays producteurs d'hydrocarbures en Afrique subsaharienne, deux tiers de la population n'a pas accès à l'électricité selon l'Agence Internationale de l'Energie (2008). Le développement des industries extractrices dépend donc de l'intérêt des firmes transnationales. A première vue on pourrait penser que le désir des Etats de prioriser l'approvisionnement énergétique national est contraire à la volonté des firmes privées. En réalité, les firmes préfèrent installer leurs activités dans des zones stables politiquement, et l'approvisionnement en électricité y participe.

- **L'instabilité politique et les revendications sociales et environnementales**

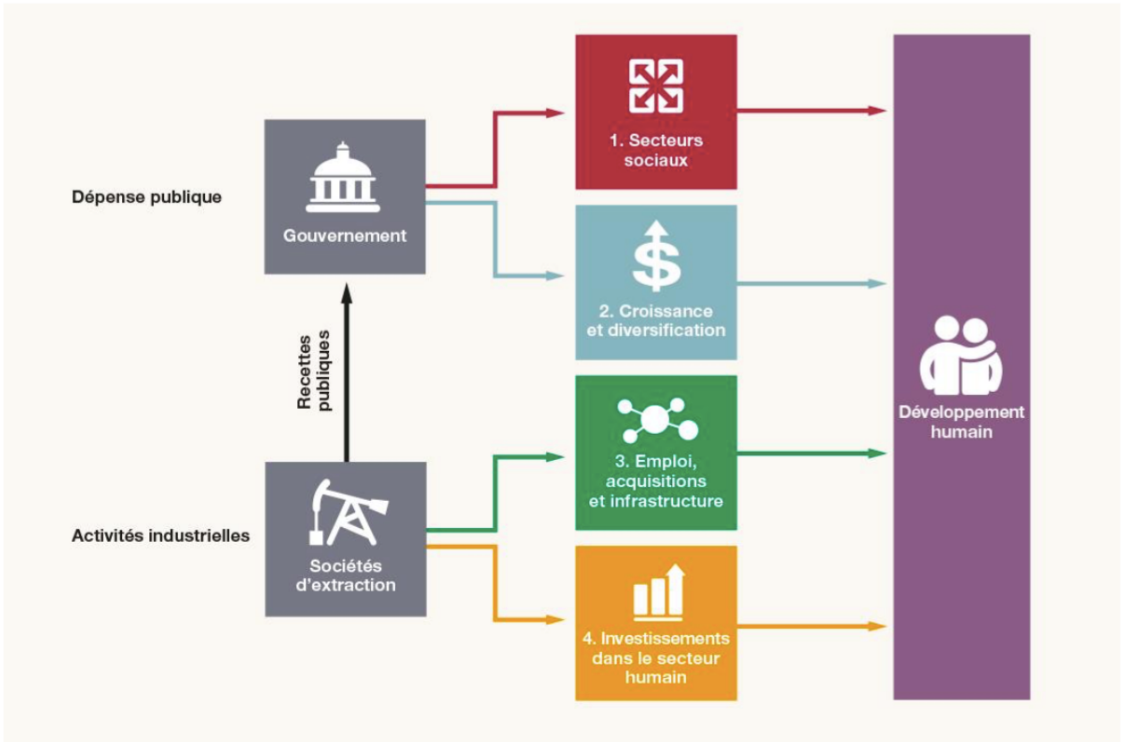
Des recherches ont en effet montré que l'électrification de villages pouvait avoir un effet indirect sur les conditions de travail des femmes ce qui permet par extension la réduction de la malnutrition infantile. L'amélioration du niveau de vie est donc un objectif des Etats mais aussi des firmes privées qui veulent éviter toute nuisance gênant leurs activités. On le comprend avec le cas du Nigeria, un pays qui malgré ses ressources importantes en pétrole et en gaz est rongé par la pauvreté, la corruption, l'insécurité et l'instabilité sociale et politique. Dans le delta du Niger, la population, souffrant des dégâts engendrés par les activités d'extraction contraires à leur conception des logiques de développement - appropriation des terres et des ressources par des firmes privées, dégradation des conditions de vie et de l'environnement, etc. - s'est soulevée pour faire valoir ses droits.
Puisque ces mouvements contestataires, de plus en plus violents, qui prennent parfois la forme de sabotages de pipelines, de kidnappings d'employés et d'occupations des installations, gênent voire empêchent les activités des compagnies, il devient dans leur intérêt de pacifier les relations avec la population. Et cela est sans évoquer les attaques terroristes et des conflits inter-ethniques pour revendiquer les territoires d'exploitation des ressources qui concentrent d'énormes enjeux de pouvoir et de richesse. Les firmes sont ainsi poussées à investir dans le domaine social afin de s'acheter une certaine légitimité et d'essayer d'apaiser socialement leur territoire d'intervention, à l'échelle locale ou nationale.

- **Les facteurs d'incertitude**

Mais tout ceci ajoute de l'instabilité dans un secteur qui est déjà incertain économiquement : volatilité des prix des matières premières, cours imprévisibles, découvertes d'autres champs gaziers remodelant l'organisation du marché, et événements en tout genre pouvant augmenter drastiquement les coûts de production. La conflictualité participe donc à un cercle vicieux car elle est d'une part engendrée par le sous-développement et/ou les actions des exploitations de gaz, et d'autre part empêche un potentiel développement économique et social en décourageant les investissements. Les attentes générées par les ressources naturelles risquent donc de se transformer en frustrations. Il est alors nécessaire de mettre en place des mesures rassurantes pour les investisseurs qui valorisent la stabilité des cadres institutionnels et politiques des pays producteurs, et d'appliquer des mesures fortes et prudentes dans la gestion économique du secteur énergétique afin de concrétiser les attentes des populations.

L'exploitation du potentiel des ressources énergétiques comme facteur de développement

L'exploitation de ressources rares - donc précieuses - assure un développement économique accéléré et offre donc une opportunité de développement humain accéléré, qui reste à saisir. La malédiction des ressources n'est évidemment pas une fatalité et beaucoup de pays ont su tirer avantage de leurs ressources pour développer leur économie et le niveau de vie de leurs habitants. Voici certaines des solutions proposées pour construire un environnement favorable au développement humain.



Source : Publication 1 – Le développement humain et ses liens avec les ressources naturelles

L'interventionnisme étatique en faveur du développement humain

- Négocier les contrats en favorisant des revenus justes et proportionnés, voire même en incluant des normes basiques de respect des droits de l'Homme et de l'environnement (nettoyage de la zone d'exploitation au départ des industries étrangères par exemple).
- Investissement des recettes publiques dans le capital humain, c'est-à-dire dans le domaine de la santé, de l'éducation et de la protection sociale.
- Soutenir la croissance et la diversification de l'économie pour assurer les dépenses sociales sur le long terme.

Une gestion des risques macroéconomiques en faveur de la croissance et de la diversification

- Gérer avec parcimonie la nouvelle rentrée d'argent en résistant aux fortes pressions politiques et sociales pour dépenser ces revenus trop rapidement voire pour faire des emprunts en prévision de cette rentrée d'argent.
- Avoir conscience de la volatilité des prix rendant imprévisible le secteur énergétique et prendre des décisions en conséquence comme par exemple en introduisant des clauses dans les contrats s'adaptant à l'évolution des cours internationaux du gaz et du pétrole.
- Assurer la transparence des recettes, pour permettre un débat public sur l'utilisation de ces recettes.
- Réfléchir à la meilleure allocation des recettes en fonction des contextes nationaux (fonds souverain, subventions, baisses d'impôts, etc).

Créer un environnement propice aux investissements

- Encourager les investissements privés. Environ 1% des dépenses des industries pétrolières et gazières sont directement injectées dans le secteur humain ce qui peut avoir un impact significatif pour le développement d'un pays.
- Tirer profit des dépenses des industries dans la formation de la population et investir dans le développement des compétences des entreprises pour conserver ce bénéfice au long terme et garder les emplois créés.
- Développer les liens commerciaux entre firmes transnationales et entreprises locales.

- Ces solutions, faute d'être institutionnalisées et définies à l'échelle globale, exigent une forte volonté politique, puisque le caractère volontaire des mesures à prendre est mis en balance avec des intérêts économiques gigantesques. L'absence de mécanisme de sanction organisé au niveau mondial est cependant comblé par une pratique de plus en plus courante d'incitations économiques et politiques. A titre d'exemple, l'Indonésie a annexé au contrat d'exploitation de gaz conclu avec British Petroleum des « Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'Homme ». A tel point que certaines normes en faveur du développement se trouvent parfois transposées sous forme contraignante dans l'ordre juridique des Etats.

- Elles s'inscrivent également dans une temporalité au long terme et tiennent pour l'instant sur des estimations qui anticipent le développement du GNL. Il est en réalité compliqué de prévoir l'état du marché des ressources naturelles dans les décennies à venir car comme nous l'avons vu, le secteur se caractérise par une grande incertitude.

- La taille des gisements d'hydrocarbures prouvés à l'heure actuelle en Afrique subsaharienne ne permet pas de concevoir des revenus au-delà de trois décennies. Il est donc urgent de saisir cette fenêtre d'opportunité pour forger une stratégie de politiques publiques apte à activer le processus de développement économique et humain.

Articles de presse

Arnoux, K., Limare, C., François, A., & Ouziel, S. (2020). L'Europe du gaz, emmenée par les Allemands, aiguise les appétits de la Russie et… des Etats-Unis. Le Monde de l'Energie.com, URL : https://www.lemondedelenergie.com/leurope-gaz-allemagne-russie-usa/2020/09/25/

Arnoux, K., Limare, C., François, A., & Ouziel, S. (2020b). Transition à l'allemande : à la fin, c'est gaz à tous les étages, CH4, H2 et CO2 ! Le Monde de l'Energie.com, URL: https://www.lemondedelenergie.com/transition-allemagne-gaz-co2/2020/11/09/

Arnoux, K., Limare, C., François, A., & Ouziel, S. (2020b). Transition à l'allemande : à la fin, c'est gaz à tous les étages, CH4, H2 et CO2 ! Le Monde de l'Energie.com, URL : https://www.lemondedelenergie.com/transition-allemagne-gaz-co2/2020/11/09/

Bensimon, C. (2019, 20 décembre). Le Mozambique, entre gaz et djihad, Le monde.fr., URL : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/15/le-mozambique-entre-gaz-et-djihad_6019330_3212.html

Bezat, J. (2019). Gazoduc South Stream : pourquoi la Russie a décidé de jeter l'éponge, Le Monde.fr, URL : https://www.lemonde.fr/economie/article/2014/12/02/gazoduc-south-stream-pourquoi-la-russie-a-decide-de-jeter-l-eponge_4532731_3234.html

Boutelet, C. (2018, 6 septembre). En Allemagne, la laborieuse sortie du charbon. Le Monde.fr, URL : https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/08/23/en-allemagne-la-laborieuse-sortie-du-charbon_5345305_3234.html

Connaissance des Énergies. (2020). « La situation énergétique de la Corée du Sud décryptée par l'AIE, Connaissance Des Énegies.org, URL : https://www.connaissancedesenergies.org/la-situation-energetique-de-la-coree-du-sud-decryptee-par-laie-201126

Jerbia, S. (2017). « Guinée Equatoriale : Ce riche pays d'Afrique sauvera-t-il sa population de la pauvreté? » AA, URL : https://www.aa.com.tr/fr/afrique/guin%C3%A9e-equatoriale-ce-riche-pays-dafrique-sauvera-t-il-sa-population-de-la-pauvret%C3%A9/843040

KEFALAS ALexia. (2013). Athènes rêve d'or noir, au risque d'irriter la Turquie. Le Figaro.fr, URL : https://www.lefigaro.fr/international/2013/03/31/01003-20130331ARTFIG00165-athenes-reve-d-or-noir-au-risque-d-irriter-la-turquie.php

Lauer, H. (2020). « Le paysage énergétique allemand en 2018 (mise à jour du 27.08.2019). Allemagne Energies.com, URL : https://allemagne-energies.com/2019/01/07/le-paysage-energetique-allemand-en-2018/

Lauer, H. (2020). « Allemagne – l'essentiel des résultats énergétiques 2019. Allemagne Energies.com, URL : https://allemagne-energies.com/2020/01/12/allemagne-lessentiel-des-resultats-energetiques-2019/

Monnet, T. (2019). « Gaz naturel : l'Afrique pourrait fournir 20 % des besoins mondiaux d'ici 2025.». JeuneAfrique.com. URL : https://www.jeuneafrique.com/863516/economie/gaz-naturel-lafrique-pourrait-fournir-20-des-besoins-mondiaux-dici-2025/

Nti-Osei, O. A. (2019). « Hydrocarbures : des projets en attente de financement sur l'ensemble du continent africain». JeuneAfrique.com. https://www.jeuneafrique.com/mag/844478/economie/hydrocarbures-des-projets-en-attente-de-financement-sur-lensemble-du-continent-africain/

Paris, G. (2018). Comment les Etats-Unis comptent sauver leurs vieilles centrales thermiques à charbon. Le Monde.fr, URL : https://www.lemonde.fr/planete/article/2018/08/21/donald-trump-veut-sauver-les-vieilles-centrales-thermiques-a-charbon_5344369_3244.html

Reuters Staff, (2020). Egypt and Greece sign agreement on exclusive economic zone. Reuter.com, URL : https://www.reuters.com/article/us-egypt-greece/egypt-and-greece-sign-agreement-on-exclusive-economic-zone-idUSKCN252216

Theunissen, B. (2014, 3 juillet). Contradictions européennes sur le projet gazier South Stream. Les Echos, URL : https://www.lesechos.fr/2014/07/contradictions-europeennes-sur-le-projet-gazier-south-stream-306071

US Energy Information Administration. (2020, novembre). « Country Analysis Executive Summary:Japan ». https://www.connaissancedesenergies.org/sites/default/files/pdf-pt-vue/japan.pdf

Articles de revues

Carbonnier, G, Grinevald, J. (2011). « Energie et développement » *Revue Internationale de Développement*. [En ligne], mis en ligne le 10 mai 2011, consulté le 15 décembre 2020. URL : https://journals.openedition.org/poldev/687?lang=fr; DOI : https://doi.org/10.4000/poldev.687

Copinschi, P. (2020). « New Gas Discoveries in sub-Saharan Africa : A Source of Development? » *ISPI*, URL : https://www.ispionline.it/it/pubblicazione/new-gas-discoveries-sub-saharan-africa-source-development-25097.

Eyl-Mazzega, M-A. (2020, 16 septembre). Nord Stream 2, nouvelle guerre froide énergétique. I*FRI - Institut français des relations internationales,* URL : https://www.ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/nord-stream-2-nouvelle-guerre-froide-energetique

Glamotchak, M. (2014). Diplomaties gazières dans les Balkans : la Russie et l'Union Européenne. *Géoéconomie*, 69(2), 83. https://doi.org/10.3917/geoec.069.0083

Hubert, M.-H. (2016). Réduction des émissions des CO2 chinoises et gaz de schiste. *Revue française d'économie*, XXXI(3), 51, URL : https://www.cairn.info/revue-francaise-d-economie-2016-3-page-51.htm ; DOI : https://doi.org/10.3917/rfe.163.0051

Mackinnon, A. (2020). The U.S. Is Close to Killing Russia's Nord Stream 2 Pipeline. *Foreign Policy*, URL : https://foreignpolicy.com/2020/08/06/nord-stream-2-russia-pipeline-sanctions-gas/

Polak, P. (2017, 23 août). The Trouble With Nord Stream 2. *Foreign Affairs*, URL : https://www.foreignaffairs.com/articles/europe/2017-08-23/trouble-nord-stream-2

Polak, P. (2017, 23 août). The Trouble With Nord Stream 2. *Foreign Affair*s, URL : https://www.foreignaffairs.com/articles/europe/2017-08-23/trouble-nord-stream-2

Simonneau, D., & Koenig, R. (2015). Vers une nouvelle géopolitique du gaz. *Géoéconomie*, 74(2), 193. https://doi.org/10.3917/geoec.074.019.

Rapports

BP (2020), « Stastistical Review of World Energy», BP.com, URL : https://www.bp.com/content/dam/bp/business-sites/en/global/corporate/pdfs/energy-economics/statistical-review/bp-stats-review-2020-full-report.pdf